



Le dimanche 3 novembre 2013

64ème jour de grève de la
faim des habitants du camp
Liberty et d'Iraniens de 5 pays



Vaste manifestation d'Iraniens contre la visite d'al-Maliki à la Maison-Blanche

Le 1 novembre 2013 - En parallèle avec la visite du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki à la Maison-Blanche et sa rencontre avec le Président Obama, une vaste manifestation d'Iraniens se tenait devant la Maison-Blanche condamnant les atrocités commises par Maliki contre les opposants iraniens en Irak. Ils appelaient le Président Obama à exiger de Maliki de libérer sur le champ les sept opposants iraniens qu'il retient en otages.

De hauts dignitaires américains, dont Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des Représentants et candidat à la présidentielle de 2012 ; Tom Ridge, premier secrétaire à la Sécurité nationale ; le sénateur Robert Torricelli (1997-2003); l'ex congressman Patrick Kennedy, (1995-2011); et le colonel Wesley Martin, ancien responsable du contre-terrorisme des forces de la coalition en Irak et commandant de la protection américaine d'Achraf, ont pris la parole.



Un message vidéo de Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, basée près de Paris, a été diffusé lors du rassemblement de protestation. Dans son message, Mme Radjavi affirme que « nul ne doute que le massacre de 52 habitants d'Achraf et le rapt de sept autres ont été mené par le gouvernement irakien et avec sa coopération. Par conséquent, il revient au gouvernement américain de dire pourquoi il cache cette réalité. Par ailleurs, quand il accueille cet homme au plus haut niveau, cela implique qu'il endosse la responsabilité vis-à-vis de sa politique. C'est pourquoi nous disons : M. le Président, après votre rencontre avec Maliki, vous portez une grande responsabilité vis-à-vis du sort des otages et des 3000 membres de l'OMPI à la prison de Liberty. »

Les manifestants ont appelé le Président Obama à respecter les engagements des Etats-Unis vis-à-vis des opposants iraniens en Irak et à demander clairement à Maliki de libérer immédiatement les otages. Ils ont dit que toute aide au gouvernement irakien, en particulier, la vente d'armes américaines, doit être subordonnée à la libération des otages d'Achraf.

La situation au camp Liberty : Colloque à l'Assemblée nationale

Le 29 octobre 2013- Le Comité parlementaire pour en Iran démocratique (CPID), composé de plusieurs dizaines de députés de tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale, a organisé un colloque à la Salle Victor Hugo de l'Assemblée sur la situation en Iran. L'invitée d'honneur, la dirigeante de l'opposition iranienne (CNRI), Maryam Radjavi a présenté son analyse de la situation. Une délégation de sénateurs menée par le sénateur Jean-Pierre Michel, président du Comité français pour un Iran démocratique, a participé à cette conférence présidé par le député Dominique Lefebvre, vice-président du CPID.





DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



« Nous vous avons accueillie à des moments plus difficiles, à des moments d'attentats contre les réfugiés d'Achraf au camp Liberty, » s'est adressé Dominique Lefebvre, à Mme Radjavi. « Nous vous accueillons aujourd'hui, dans un contexte marqué à la fois par l'évolution de la situation politique en Iran à la suite de l'élection présidentielle, mais également nous en sommes à deux mois à peu près après les attentats meurtriers d'Achraf qui ont vu 52 des vôtres perdre la vie et sept autres, dont six femmes, détenus depuis en otages en Irak, » a-t-il poursuivi. [Lire le texte complet du discours](#)

Decryptant le bilan du régime actuel surtout en matière des droits de l'Homme,



Madame Radjavi a affirmé dans son discours: « L'attaque contre le camp d'Achraf et le massacre de 52 membres désarmés des Moudjahidine du peuple, traduit la cruauté des mollahs et de leur protégé, Nouri Maliki. Cependant, cela démontre aussi que l'équation iranienne est dominée par l'hostilité de ce régime à l'égard du peuple iranien et de sa résistance. Ce crime à Achraf contre des personnes sans défense, protégées par les conventions internationales, démontre combien le régime craint la résistance organisée qui refuse de capituler, et qui demande une République pluraliste et démocratique, avec la séparation de la religion et de l'Etat, et l'égalité des femmes et des hommes.



Sur le 1er septembre, toutes les informations que nous avons, les déclarations des autorités et les films, prouvent clairement qu'à la demande des mollahs, le gouvernement irakien s'est livré à un massacre à Achraf et qu'il est responsable de l'enlèvement de sept membres de la résistance, six femmes et un homme, pendant cette attaque.

A ce jour, plus de 112 personnes ont été tuées, 15 sont décédées à cause du blocus médical et 1.200 ont été blessées. Malgré la collaboration totale des habitants avec l'ONU, moins de 10% ont été réinstallés en dehors de l'Irak. C'est pourquoi leur sécurité à Liberty est une priorité. Aux pays qui ignorent cette priorité sans avoir accueilli un seul habitant d'Achraf, ni ses malades, ni ses blessés, nous disons de mettre fin à leur indifférence. » [Lire le texte complet du discours](#)

Appel des intellectuels français pour la libération des 7 otage d'Achraf

Le 31 octobre 2013 – « Profitant de l'attention internationale focalisée avec raison sur le carnage en Syrie, la dictature religieuse en Iran a commis, le 1er septembre dernier, un crime terrible contre ses opposants. Les forces irakiennes, inféodées à l'Iran, ont attaqué le camp d'Achraf en Irak, massacrant 52 personnes, achevant les blessés et tuant le personnel médical au dispensaire du camp et prenant sept otages, dont six femmes, » écrivent des intellectuels et personnalités dans une lettre cosignée par une quarantaine d'élites parmi lesquels on trouve notamment Robert et Elisabeth Badinter, Edith Cresson, Philippe Douste-Blazy, Bernard Kouchner, José Bové, André Glucksmann, Jean Ziegler, Marek Halter, Gilles Perrault, Ingrid Betancourt, Jacques Gaillot, Gilbert Mitterrand, Alain Vivien, Yves Bonnet, François Colcombet, Henri Leclerc, William Bourdon, Patrick Baudouin, Bernard Darteviel, Régine Deforges, Aude de Thuin, Françoise Héritier, Andrée Michel, Bétoul Fekkar-Lambiotte, Odile Favrat, Renée Le Mignot, Pierre Bercis et Michel Joli.

Ils exigent que la France prenne d'urgence la tête d'une initiative pour la sécurité des habitants en demandant :

- la libération immédiate des sept otages enlevés à Achraf et qui sont détenus par les forces irakiennes



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



- une mission d'enquête internationale et impartiale sur la tuerie du 1er septembre
- la présence 24h/24 d'observateurs de l'ONU protégés par des casques bleus au camp de Liberty où ont été transférés tous les habitants d'Achraf.
- l'intervention de l'ONU, l'UE et des USA pour répondre aux demandes de sécurité des habitants, notamment avec l'installation de murs de protection à Liberty et le transfert des équipements nécessaires, notamment médicaux.

Maliki aux USA : Camouflet du sénat américain sur l'attaque contre Achraf

Le 29 octobre 2013 - Alors que le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki se préparait pour être reçu à la Maison-Blanche, six membres éminents du Sénat des Etats-Unis ont écrit au président Obama pour qualifier l'attaque contre Achraf de «condamnabile et contraire aux engagements de l'Irak à les protéger».

John McCain, ex-candidat aux présidentielles américaines, Carl Levin, président de la commission des Forces Armées, James M. Inhofe, vice-président de la commission des Forces Armées, Robert Menendez, président de la commission des Affaires Etrangères, Bob Corker, vice-président de la commission des Affaires Etrangères et Lindsey Graham, membre éminent de la commission des Forces Armées et de la Commission du Budget se disent « profondément préoccupés par la détérioration de la situation en Irak », précisant que « d'après tous les indicateurs, la situation sécuritaire en Irak s'est considérablement aggravée ces deux dernières années. »

La lettre poursuit : « Nous vous invitons à dire clairement au Premier ministre Maliki que l'ampleur de l'influence néfaste de l'Iran sur le gouvernement irakien est un grave problème dans nos relations bilatérales, en particulier pour le Congrès. Les rapports publiés montrent que le régime iranien utilise l'espace aérien irakien pour transporter ses aides militaires vers la Syrie afin de soutenir Assad et ses forces. En outre, les attaques contre les habitants du camp d'Achraf en Irak sont condamnables, en particulier parce que le gouvernement irakien a promis de protéger ces personnes. Le Premier ministre Maliki doit comprendre que ce type d'action doit cesser. Ces actions compliquent la tâche pour les amis de l'Irak aux Etats-Unis qui souhaitent obtenir le soutien de l'opinion publique et du Congrès afin de renforcer notre partenariat stratégique avec l'Irak. Par ailleurs, ces actions fragilisent la position de l'Irak en tant que membre responsable de la communauté internationale. »

ADVERTISEMENT

WASHINGTON POST

ADVERTISEMENT

President Obama,

NO

American Arms
American Aid

To Maliki

Until
7 Iranian Dissidents
Taken Hostage
by Iraqi Forces
Are Released

- The Iraqi Government mass executed 52 defenseless Iranian dissidents at Camp Ashraf on September 1 at the behest of its masters in Tehran
- The Iraqi Government took seven Camp Ashraf residents hostage
- Hundreds are on hunger strike for 60 days demanding hostages release

44 Members of Congress demand
halt to arms sales to Iraq
until hostages are released

U.S. had granted all victims protected persons status
under the 4th Geneva Convention and promised to protect them

WASHINGTON POST/PHOTOGRAPH BY AP/WIDE WORLD

Washington Post, le 30 oct 2013